# POUR EN SORTIR:

**Jacques Chirac a présenté un programme pour sortir le pays de la crise. Un programme efficace pour lutter contre le chômage et stopper la perte du pouvoir d'achat des Français victimes de la hausse des prix.
Ce sont des idées de bon sens.
Des solutions concrètes, réalistes, efficaces qui peuvent être appliquées dès demain avec succès.
Aujourd'hui, ce texte vous explique en détail ce que vous pouvez attendre du programme de Jacques Chirac. Ceci vous concerne. Pour votre avenir et celui de vos enfants.
Lisez attentivement toutes les explications.
Elles vous permettront d'y voir plus clair.
Pour mieux décider.**

# DES IDÉES SIMPLES ET DE BON SENS.



## 1 Quand l'Etat fait des économies, tous les Français en profitent.

Le train de vie de l'Etat augmente chaque année, à cause du gaspillage. C'est anormal. Il faut faire des économies. En même temps, le niveau de vie des Français n'augmente presque plus. Parce que l'Etat prélève une part croissante que ce qu'ils gagnent. Parce que la hausse des prix ronge leur pouvoir d'achat.
Pour stopper cet engrenage, il faut commencer par réduire les dépenses de l'Etat. Jacques Chirac s'y est engagé.
Il faut cesser de créer de la bureaucratie.

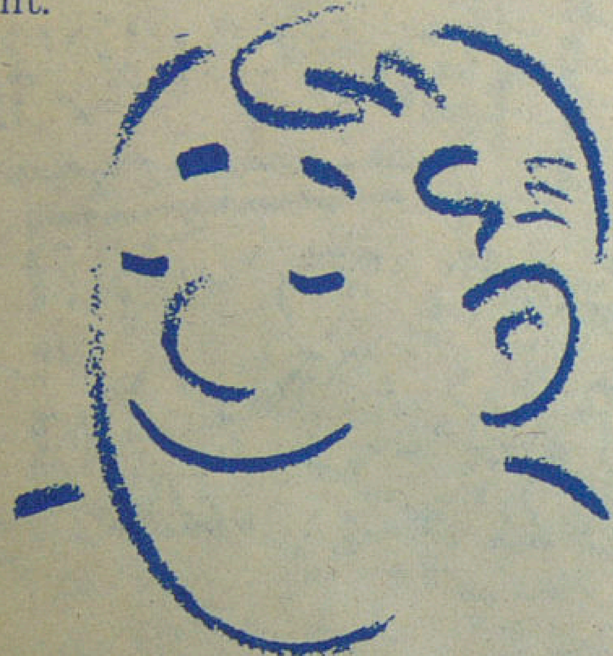





## 2 Moins d'impôts, c'est de l'argent en plus pour tous.

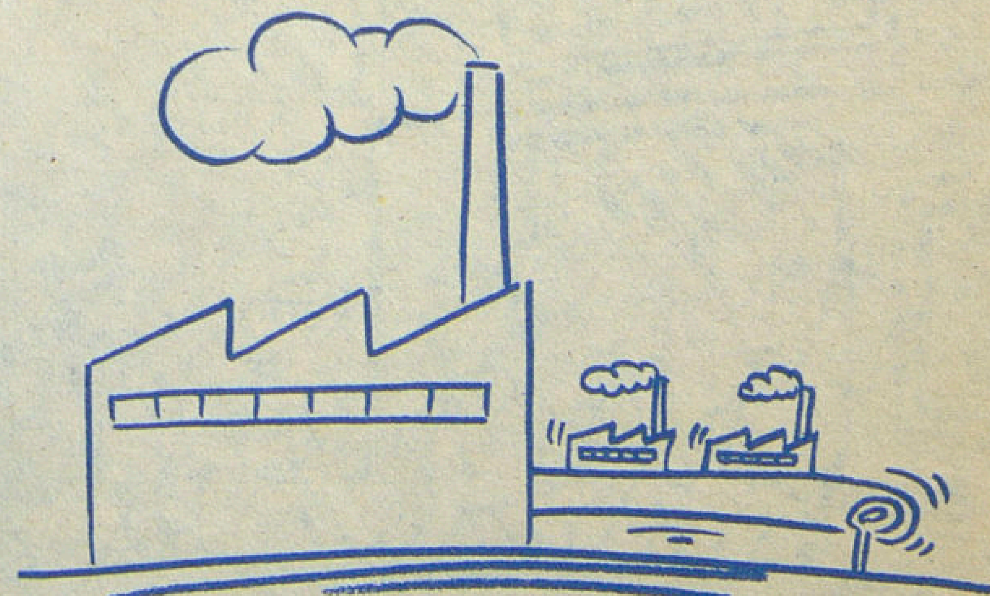
Si l'Etat fait des économies, il aura moins besoin de demander de l'argent aux contribuables. Alors Jacques Chirac s'engage à rendre aux Français les économies réalisées par l'Etat.
Si vous ne gagnez pas plus de 5000 F par mois, vous ne paierez plus d'impôts. Ceci concerne 1 foyer sur 3. Tout particulièrement les employés, les ouvriers, les jeunes ménages, les retraités. Si vous êtes dans ce cas, vous n'aurez plus de déclaration à remplir, plus d'impôt à payer.
L'argent de cet Impôt, vous le gardez pour vous.
Votre pouvoir d'achat est accru d'autant.
Tous ceux qui payent des impôts, paieront 5 % de moins.

Tous ceux qui gagnent plus de 5000 F et quel que soit le montant de leur revenu paieront 5 % de moins d'impôts. Cet argent, vous le gardez et vous pourrez l'utiliser comme vous voudrez. Votre pouvoir d'achat est augmenté d'un seul coup.
La taxe professionnelle et la taxation des plus-values seront abandonnées purement et simplement.

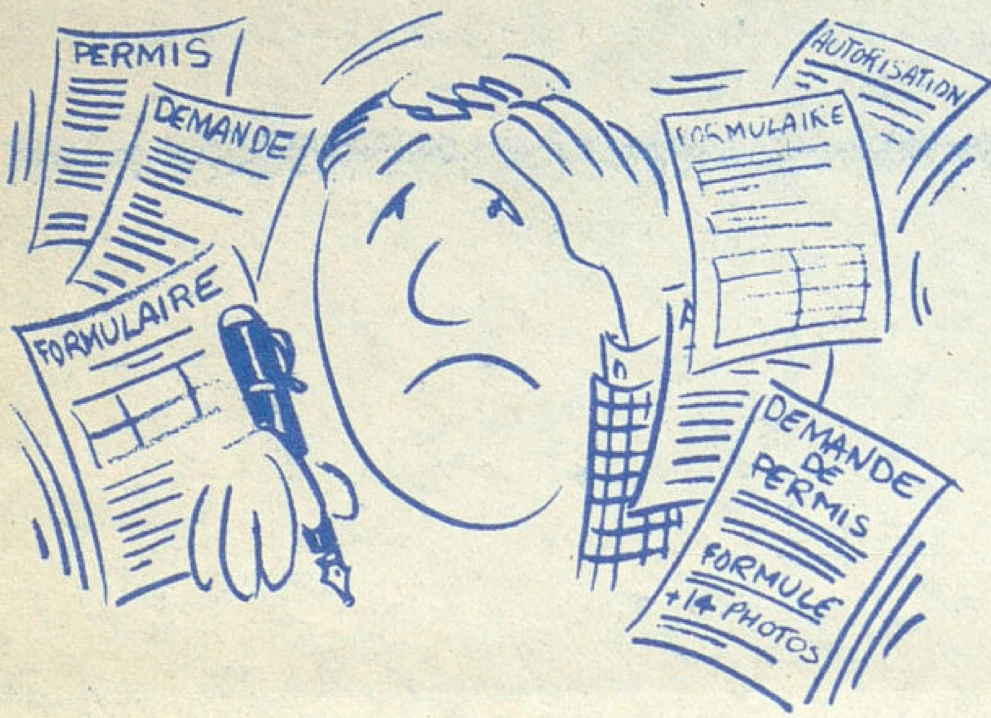


## 3 On peut créer beaucoup d'emplois en libérant les entreprises.

Mais pas n'importe quels emplois. Des emplois productifs, dans des entreprises. Pas dans l'administration. Pour créer ces emplois, il faut soulager les entreprises
– en limitant le pouvoir de la bureaucratie qui les asphyxie,








- en supprimant la taxe professionnelle qui pénalise la création d'emplois,
- en accordant des déductions fiscales pour les investissements.

Ainsi les chefs d'entreprise soulagés de la paperasserie et de taxes inutiles retrouveront les moyens et la volonté d'entreprendre. 2 millions de Petites et Moyennes entreprises se développeront et créeront des emplois. Si chacune d'elles créait un seul emploi, il n'y aurait plus de chômage en France.

## 4 Il faut relancer la construction pour améliorer le logement des Français.

Mener une politique de logement efficace, c'est d'abord permettre à tous d'accéder à la propriété
- en construisant plus : au moins 450 000 logements par an,




- en mettant au point des formules de crédit adaptées aux possibilités de tous et particulièrement des jeunes, par un remboursement progressif et échelonné.

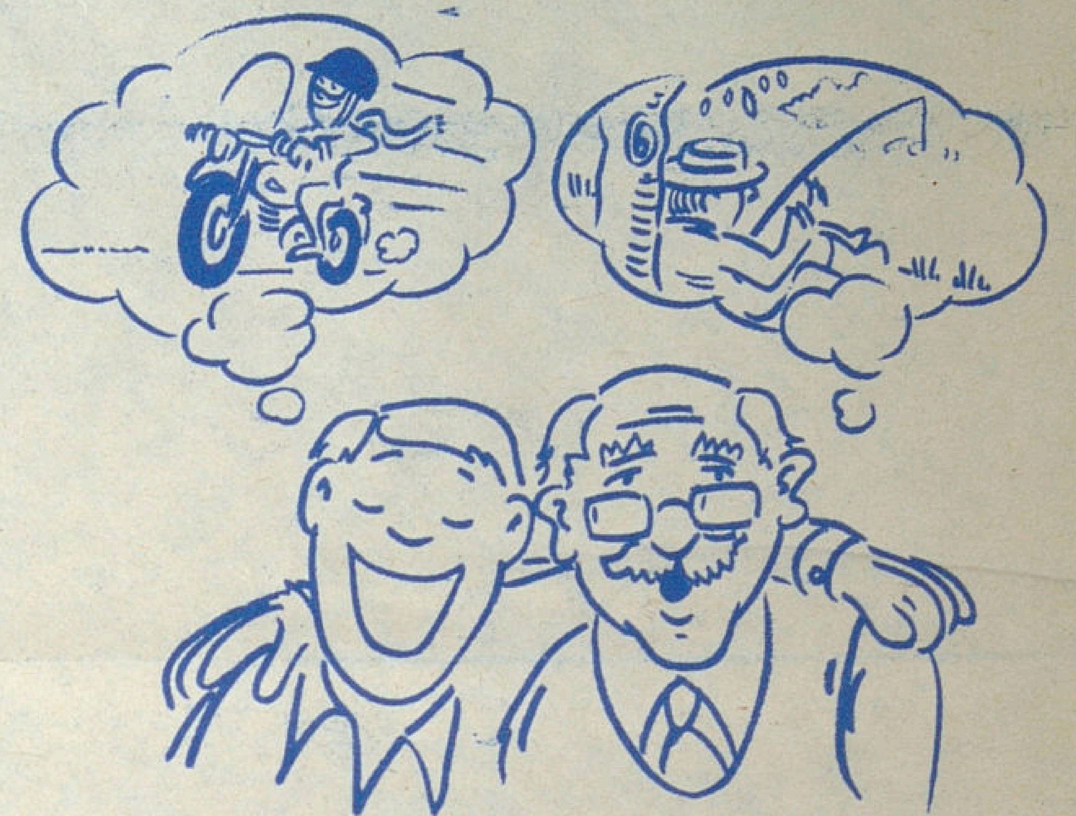
Relancer la construction, c'est aussi créer des emplois.

## 5 La famille, c'est la France de demain.

Il faut reconnaître la valeur du "travail au foyer"



et attribuer au père ou à la mère de 3 enfants qui se consacrent à leur éducation : Un véritable salaire. Tous les mois vous percevrez ce salaire, si vous avez 3 enfants ou plus.

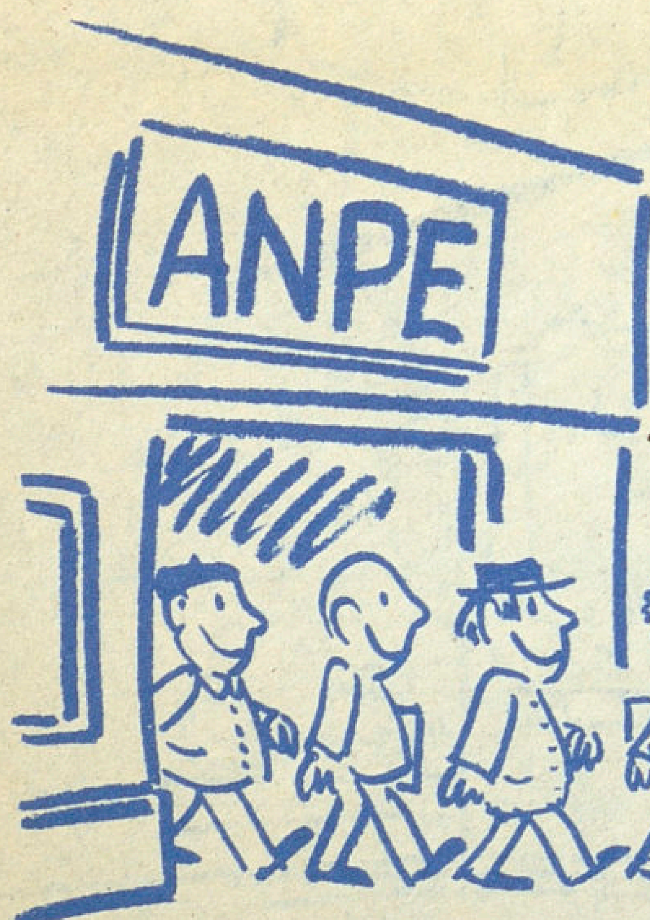


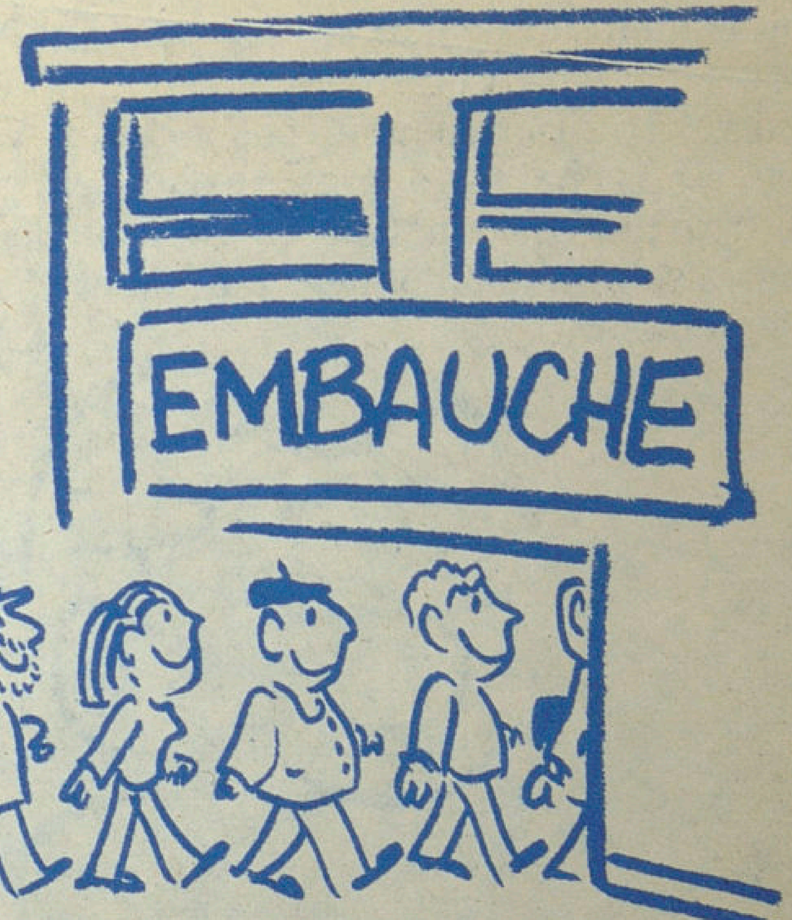
## 6 Une vie plus douce pour les personnes âgées, c'est possible.

Les personnes âgées doivent vivre dignement dans un confort qu'elles ont mérité.
Jacques Chirac a fait beaucoup pour elles en tant que Maire de Paris; ce qu'il a fait pour les Parisiens, il le fera pour tous les Français.



**Tout cela, Jacques Chirac l'a dit.
Et il le fera.
Jacques Chirac est un homme de conviction, un homme de parole et un homme de cœur.
C'est le Président qu'il nous faut.**



# MAINTENANT, LE CHOIX EST CLAIR.

Les candidats se sont déclarés. Ils ont exprimé avec plus ou moins de précision leurs idées. Leur programme pour sortir le pays de la crise.

Maintenant, avant le 1er tour, il vous reste à vous interroger pour bien choisir.

**Le candidat socialiste.**

Pour la 3e fois.

Il exprime les mêmes idées. Il n'a pas changé de programme.

Et pourtant tout a changé dans le monde.

Il propose la même politique.

Cette voie, nous n'en avons pas voulu, il y a 7 ans.

La voulons-nous aujourd'hui?

Sommes-nous prêts, dans les circonstances actuelles à tenter l'aventure, à prendre tous les risques?

Avons-nous confiance en lui?

**Le Président sortant.**

Il avait demandé 500 jours pour que tout aille bien.

Nous lui avons donné 7 ans.

Franchement, est-ce que tout va bien?

Il réclame à nouveau 7 ans en disant : "cette fois, j'ai compris ce qu'il fallait faire".

Allons-nous lui donner 7 ans de plus?

Avons-nous envie de continuer avec lui?

**Jacques Chirac.**

Un espoir entre la résignation et l'aventure. Un homme nouveau. Un homme de conviction et de parole.

Des idées de bon sens pour relancer l'économie et créer des emplois. Des idées concrètes pour améliorer le pouvoir d'achat des Français.

Le sens de la solidarité et de l'image de la France dans le monde.

Aujourd'hui, dans les circonstances actuelles, seul Jacques Chirac propose des solutions.

N'est-ce pas le Président qu'il nous faut?

Jacques Chirac,
le Président qu'il nous faut.

**COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE JACQUES CHIRAC.**

# MAINTENANT, RÉFLECHISSEZ, UN PRÉSIDENT, C'EST POUR 7 ANS.

Quand le bruit des campagnes cesse. Quand retombe la fièvre des élections. Il reste un Président. Élu pour 7 ans. Pour gouverner la France.

C'est maintenant, avant le 1er tour, qu'il faut s'interroger, réfléchir et décider.

Si vous êtes prêts à tenter l'aventure et à prendre le risque il faut adhérer au programme du candidat socialiste.

Vous connaissez sa politique et ses alliances? Ce sont les mêmes qu'en 1974.

Vous n'en aviez pas voulu à cette époque.

Demandez-vous maintenant si vous êtes prêts à faire un chèque en blanc à ce candidat.

Si vous êtes satisfaits du septennat écoulé, totalement satisfaits, sans arrière-pensée, alors, il ne vous reste plus qu'à accorder au candidat sortant 7 ans de plus pour qu'il continue la même politique.

En avez-vous envie?

Si vous pensez que seul un homme nouveau, un homme de conviction et de parole, est l'homme de la situation, considérez le formidable espoir que représente la candidature de Jacques Chirac.

Écoutez ses propositions pour stimuler l'économie, lutter contre le chômage et améliorer votre vie chaque jour.

Considérez sa volonté de restaurer l'image de la France. Et demandez-vous franchement si, maintenant, Jacques Chirac n'est pas le Président qu'il vous faut.

Jacques Chirac,
le Président qu'il nous faut.

**COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE JACQUES CHIRAC.**

# PERSONNES AGÉES: C'EST UN HOMME DE COEUR QU'IL NOUS FAUT.

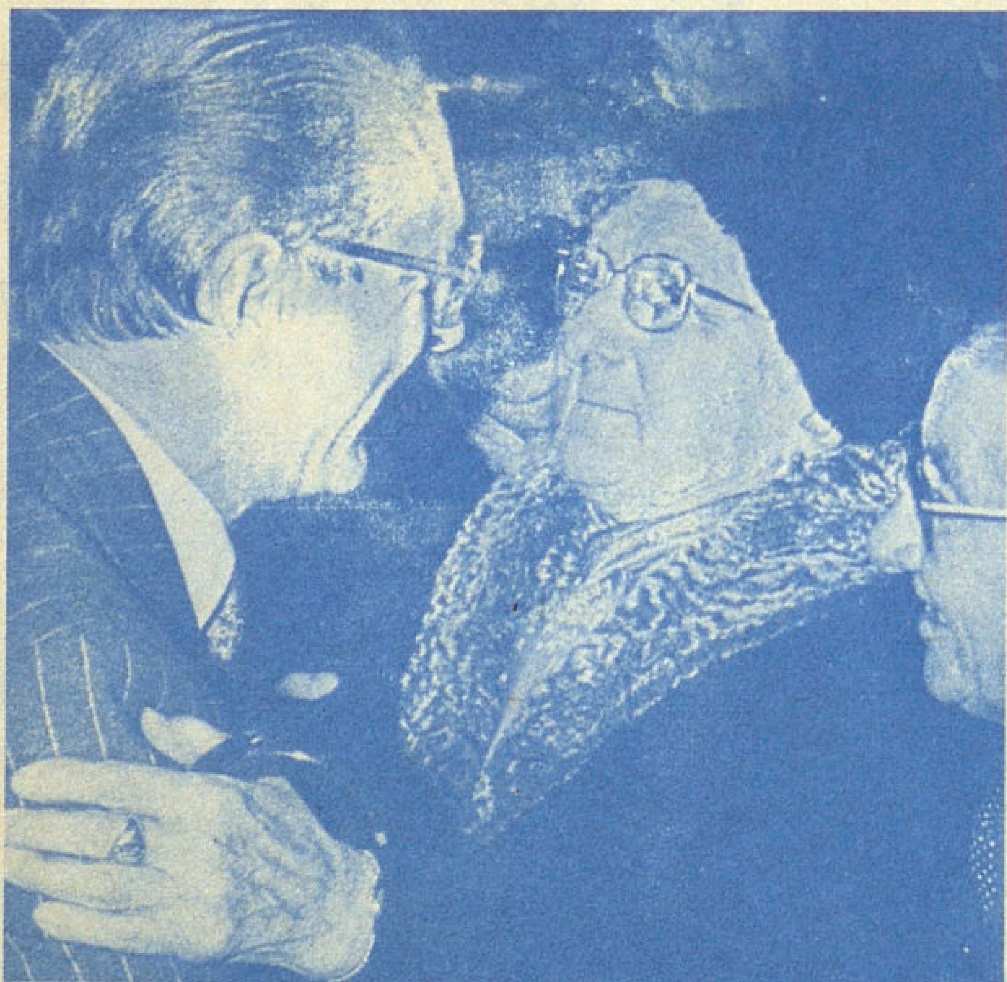
**Dans beaucoup de villes françaises, la situation matérielle des personnes âgées s'est améliorée.
Cette solidarité la plus élémentaire avec toutes celles et tous ceux qui ont travaillé et, souvent, combattu pour notre pays, a relayé un effort encore insuffisant de l'Etat.
A Paris, Jacques Chirac a fait plus. Il a engagé la Ville dans un effort considérable en faveur des personnes âgées.**

## Jacques Chirac l'a fait pour les Parisiens.

Les ressources garanties des personnes âgées ont augmenté de plus de 40% depuis 1977, date de l'élection de Jacques Chirac à la Mairie. Aujourd'hui, le minimum garanti est de 2230 F par mois, soit près de 75 F par jour et par personne.

L'isolement des personnes âgées a été réduit. De très nombreux postes téléphoniques ont été installés gratuitement. L'aide ménagère a été généralisée. La carte "Emeraude" est payée par la ville à plus de 100 000 personnes âgées qui ont l'accès gratuit aux musées et qui peuvent participer à de nombreuses activités organisées spécialement pour elles.

De très nombreux logements anciens, occupés par des personnes âgées ont été modernisés pour que, tout en restant chez elles, elles aient une vie plus facile et plus confortable. Tout le monde s'accorde à le dire : L'action de Jacques Chirac en faveur des personnes âgées à Paris est exemplaire.



## Jacques Chirac le fera pour tous les Français.




### 1 Suppression de l'impôt pour ceux qui ont moins de 5000 F par mois.

Les personnes âgées sont les premières concernées par cette mesure : tous ceux qui déclarent un revenu imposable de moins de 3230 F par mois, soit environ 5000 F de retraite ne paieront plus du tout d'impôt. C'est-à-dire plus de 5 millions de foyers, dont de très nombreuses personnes âgées.
C'est une mesure de justice et de bon sens, qui ne coûtera à l'Etat que 1,5% de son budget et qu'il sera facile d'équilibrer grâce aux économies sur le train de vie de l'Etat, proposées par Jacques Chirac.

### 2 Les retraites payées tous les mois.

Le paiement des retraites par trimestre, à terme échu, est un vrai problème pour les retraités, particulièrement en cette époque de vie chère.

Jacques Chirac propose de généraliser rapidement la mensualisation des retraites. Le coût d'une telle mesure n'est pas très élevé et la vie quotidienne des personnes âgées s'en trouvera largement facilitée.

### 3 Permettre aux personnes âgées de rester à leur domicile et rompre leur isolement.

C'est le souhait de la plupart des personnes âgées. Le départ vers une maison de retraite est toujours un déchirement. Pour permettre aux personnes âgées de rester vivre chez elles, Jacques Chirac propose :
- d'augmenter le nombre d'heures hebdomadaire de l'aide ménagère,
- de développer les services de soins à domicile et l'hospitalisation de jour,
- de généraliser le raccordement gratuit au téléphone pour rompre l'isolement, notamment, des personnes vivant seules ou isolées,
- d'encourager, grâce à une aide spéciale, les familles qui gardent chez elles leurs parents ou grands-parents.

Une vieillesse mieux remplie.
Jacques Chirac propose, à l'exemple de ce qui a été entrepris à Paris, de développer les possibilités d'activité pour les personnes âgées, en favorisant l'action des clubs, des Universités du 3e âge et en facilitant l'accès gratuit des personnes âgées au maximum de manifestations culturelles.

Jacques Chirac est un homme de parole,
Ce qu'il a dit, il le fera.
Jacques Chirac, le Président qu'il nous faut.






# JE VEUX RENDRE A LA FRANCE SON RANG DANS LE MONDE.



“QUELLE POLITIQUE? L'objectif d'une politique étrangère pour la France, c'est d'abord la protection sans réserve et la défense tenace de nos intérêts. C'est ensuite le maintien de notre rang dans le monde, celui auquel notre histoire nous oblige et qui seul peut nous permettre d'être les porteurs du message traditionnel qui est celui de la France depuis des siècles.”





“DEUX PRINCIPES. Cette politique doit, s'appuyer sur deux principes qu'il ne faut jamais oublier: le premier, c'est que lorsqu'il s'agit des intérêts de la France, il n'y a pas de compromis ou de concessions qui soient acceptables; le deuxième, c'est que, il faut toujours tenir le même langage quels que soient les interlocuteurs auxquels on s'adresse.”


Avec le Président Sadate.

# JACQUES CHIRAC, LE PRESIDENT QU'IL NOUS FAUT.


En Chine.

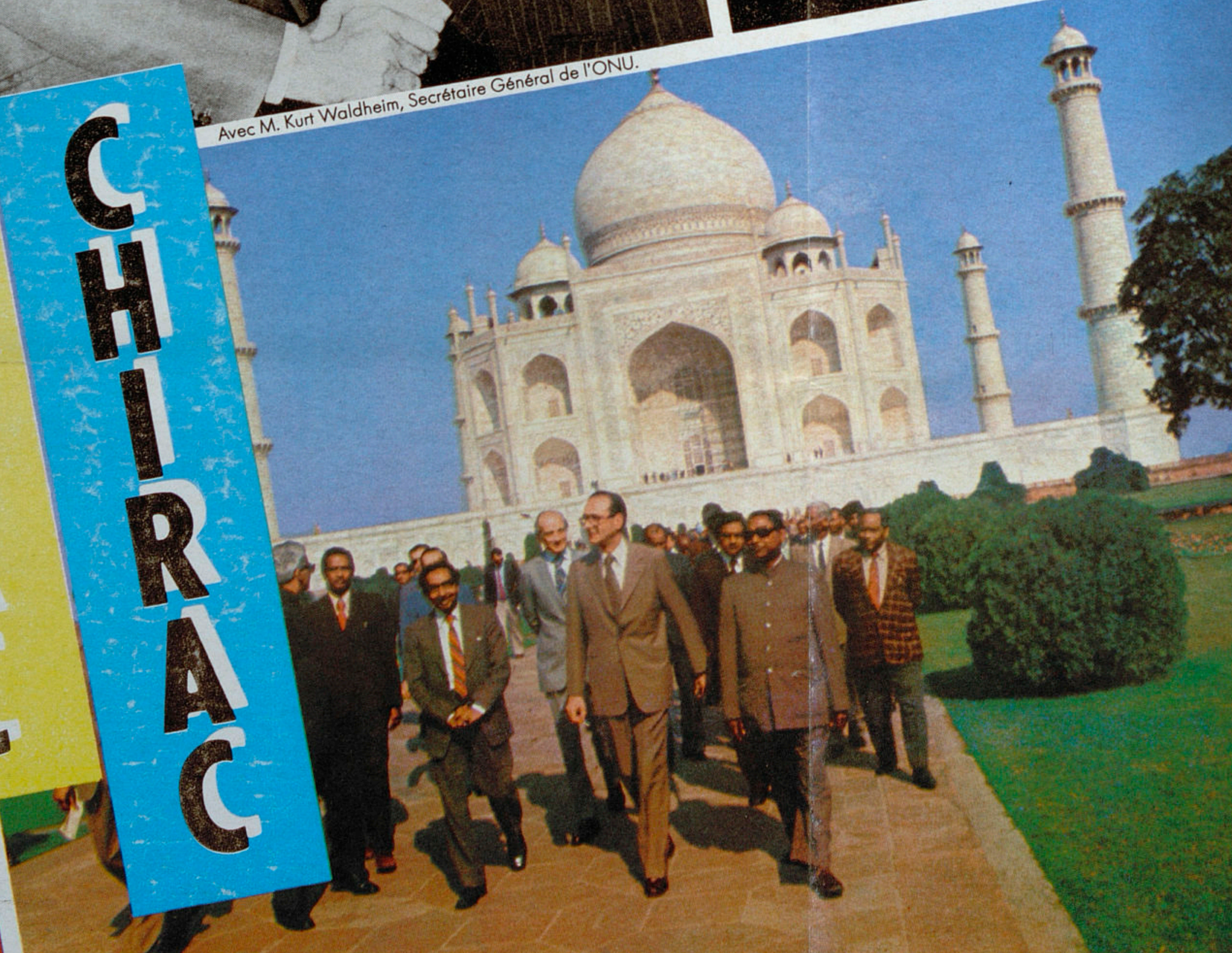

Avec M. Gaston Thorn, Président de la Commission Européenne.


Avec M. Kurt Waldheim, Secrétaire Général de l'ONU.



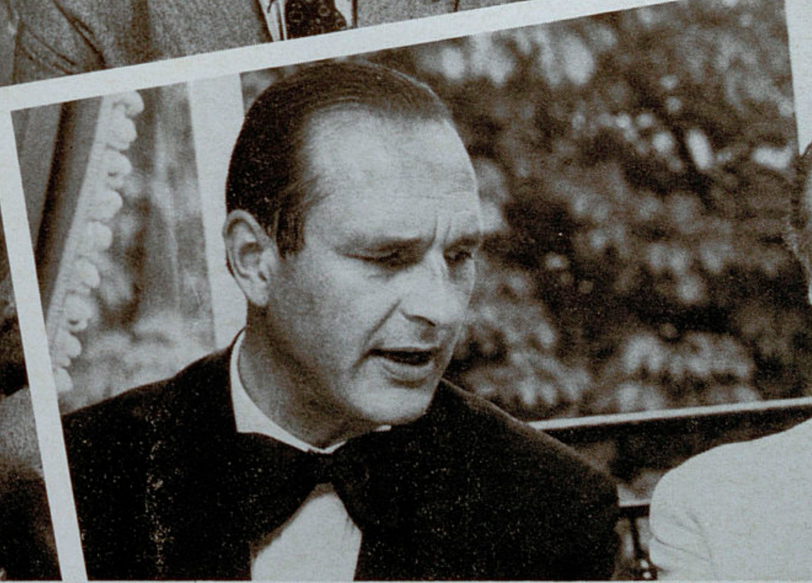
CHIRAC

CHIRAC


En Inde.


Avec M. Shimon Peres.


Avec le Lord-Maire de Londres.


Avec le Chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky.


Avec le Maire de Pékin.

“LA FERMETÉ EST NÉCESSAIRE. Une diplomatie au service de la paix, dans le monde tel qu'il existe aujourd'hui, exige une certaine fermeté pour éviter les tentations des uns ou des autres à intervenir dans les conditions qui pourraient être nuisibles à terme à la paix. Ce qui implique qu'il ne faut pas dire que quelque chose est inacceptable et l'accepter. Il faut dire, le cas échéant, que quelque chose est sanctionnable et le sanctionner. L'Afghanistan est envahi et nous ne disons rien. Les Droits de l'Homme sont bafoués ici ou là, partout. Vous entendez souvent la voix de la France dire quelque chose?”

“LA VOIX DE LA FRANCE. La voix de la France n'a plus l'autorité qu'elle avait. La France s'est singulièrement affaiblie et elle s'est affaiblie parce qu'elle ne cesse de proposer des initiatives qui n'ont jamais de suite. On propose l'élargissement de l'Europe, l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, et puis, subitement, on dit, ah bien non c'est fini, on n'en veut plus, il faut attendre beaucoup plus tard.”

“DES INITIATIVES SANS SUITE. On lance le dialogue Nord-Sud, on donne un espoir notamment à tous ces pays en voie de développement pour lesquels nous devons faire quelque chose, et puis il ne se passe rien, strictement rien.

Il faut s'assurer avant de créer des espoirs que, lorsqu'on prend une initiative, elle est susceptible d'être suivie d'effets. En 1976 nous décidons de faire un effort important pour le développement de l'Afrique. C'est une vieille idée pour laquelle je milite depuis longtemps, une sorte de plan Marshall. Le Président de la République déclare, au Sommet franco-africain que l'on va créer un fonds de un milliard avec l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, le Canada et les États-Unis. Ce qui suscite naturellement dans tous les états africains un grand espoir légitime. Que se passe-t-il? C'était encore une fois une proposition suivie d'aucun effet.”

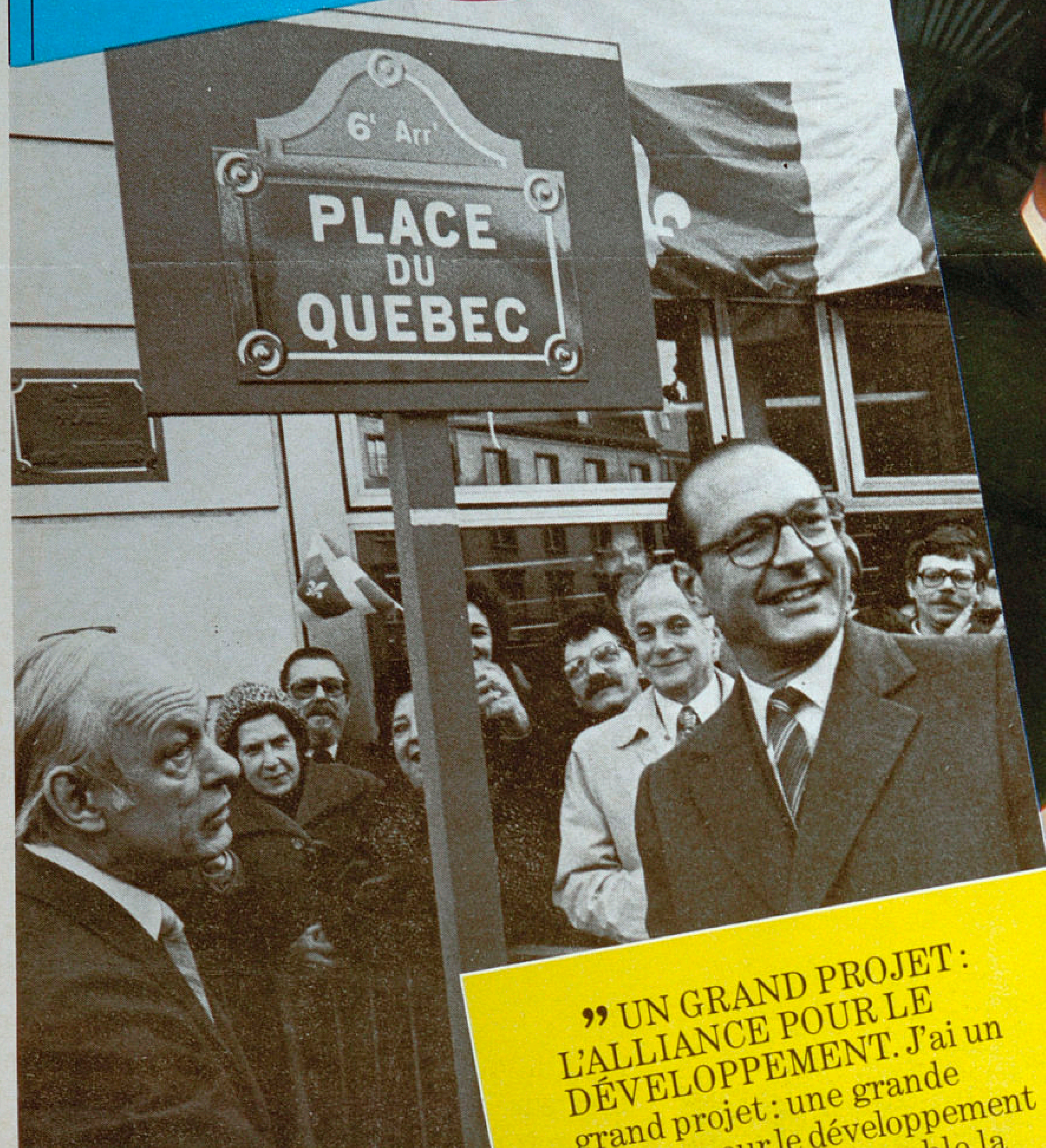
“NOUS ACCEPTONS DES COMPROMIS. Moi, je n'ai pas du tout été formé par des hommes qui lançaient des paroles en l'air et puis qui attendaient que ça retombe en pluie fine. Parce que ce petit jeu discrédite la France. Et ça, ce n'est pas acceptable. Et si aujourd'hui la France dans le monde est affaiblie, si sa voix n'a plus l'autorité que le Général de Gaulle et Georges Pompidou lui avait rendue, c'est à cause de cette politique, à cause de cette incapacité à avoir une idée ferme à soutenir, c'est à cause des concessions et des compromis permanents que nous acceptons au détriment de nos intérêts que nous ne défendons plus.”

“L'AFGHANISTAN. Ce qu'il fallait faire, c'était affirmer très clairement notre décision de prendre des sanctions à l'égard de l'Union Soviétique. Pas de sanctions comme l'ont fait des États-Unis, simplement alimentaires, je suis très réservé sur les sanctions alimentaires. Mais en tous les cas ce sont des sanctions d'ordre industriel qu'il faut prendre et technologiques surtout, ce sont les seules auxquelles les Soviétiques sont sensibles. Et ensuite, naturellement, il fallait avoir un autre comportement que celui misérable que nous avons eu à l'égard des Jeux Olympiques ou à l'égard de la conférence de Madrid.

Je veux dire simplement qu'il faut savoir que la France n'est pas un pour cent dans le monde. La France a une voix et que cette voix a pour vocation d'être entendue, qu'elle ne l'est plus et qu'elle ne l'est plus parce que nous n'avons plus la force de la faire entendre. Il faut nous la rendre.”

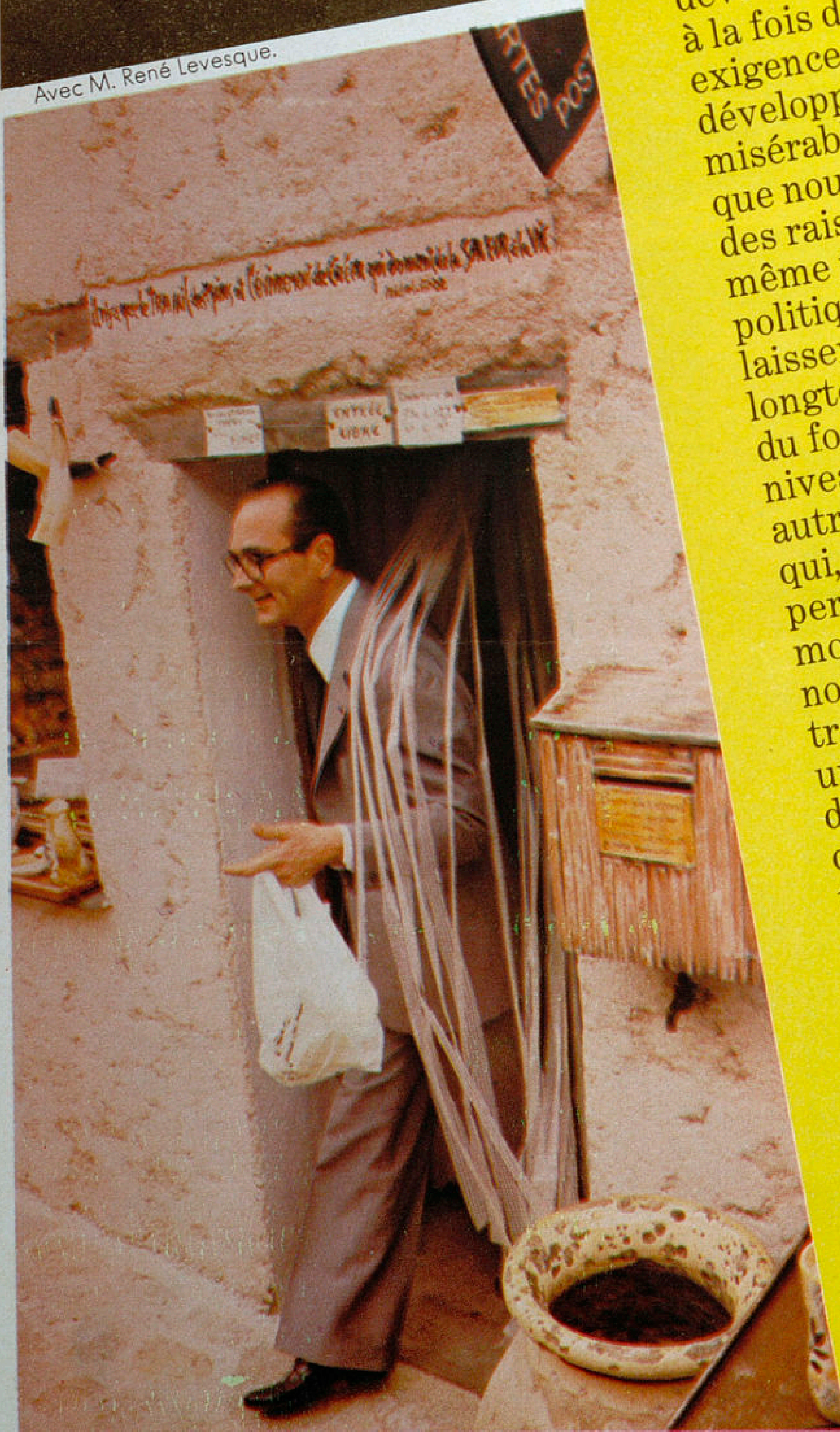
“LA POLOGNE. La première chose que nous devons faire, c'est affirmer avec la plus grande fermeté que si les Soviétiques prenaient une initiative agressive à l'égard de la Pologne, c'est-à-dire en clair, faisaient une intervention militaire en Pologne, alors tout serait remis en cause. Ça veut dire, d'une part qu'il faudrait immédiatement dénoncer les accords d'Helsinki. Il faudrait immédiatement dénoncer les accords financiers et notamment les prêts à taux privilégiés que l'on a consentis à l'Union Soviétique. Il faudrait immédiatement renoncer à toute exportation industrielle et technologique, notamment de technologie avancée en direction des pays de l'Est. Bref, marquer par une attitude de très grande fermeté en prévenant à l'avance les Soviétiques, la réaction qui serait collectivement la nôtre, c'est-à-dire celle des Européens et celle des États-Unis, face à une telle agression.”

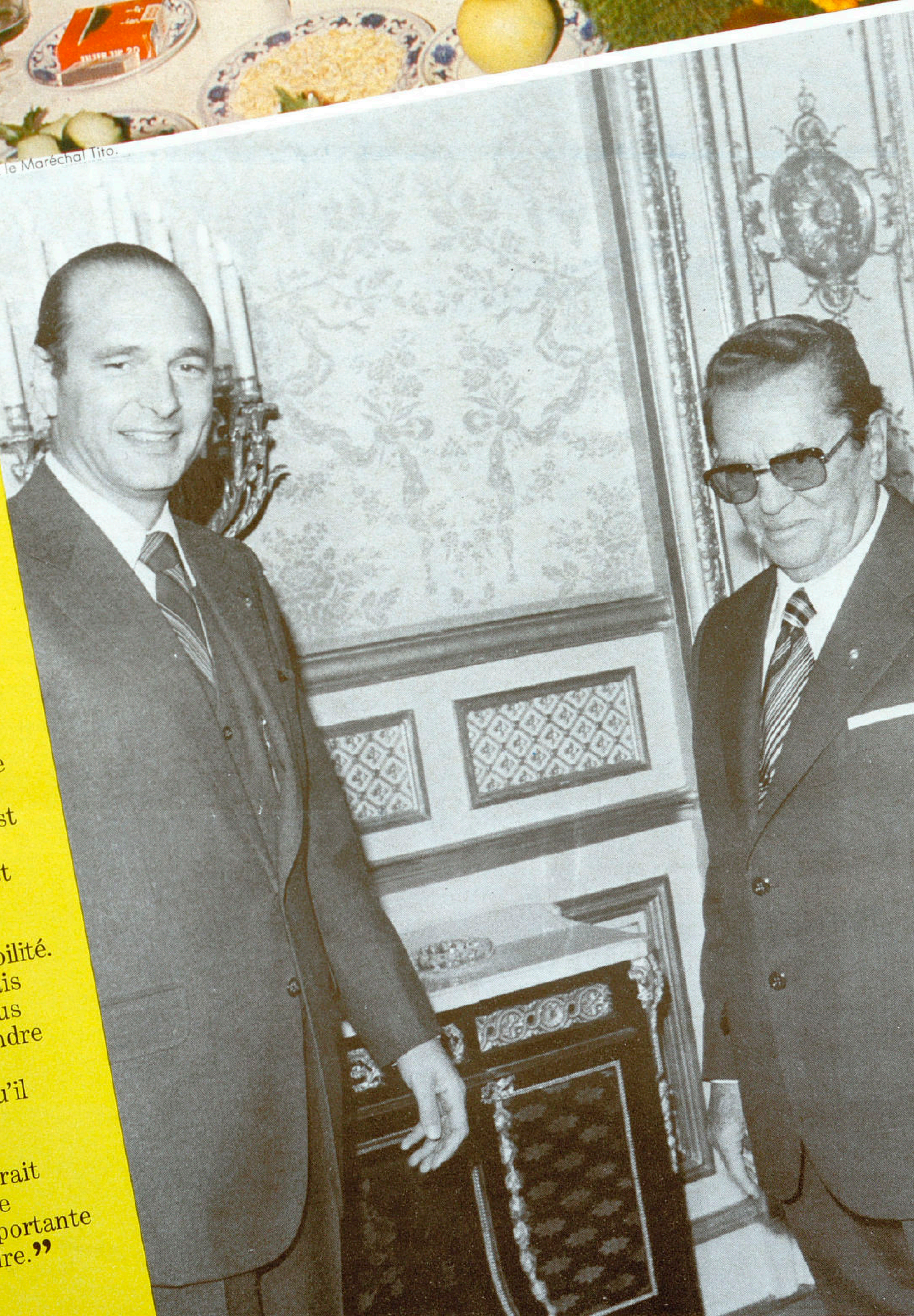
Jacques Chirac, Maintenant



Avec M. René Levesque.


Avec le Maréchal Tito.





» UN GRAND PROJET : L'ALLIANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT. J'ai un grand projet : une grande alliance pour le développement et qui, mettant ensemble la capacité de production des pays industriels, la capacité de financement des producteurs de pétrole et la capacité de consommation des pays en voie de développement permettrait à la fois de répondre aux exigences légitimes du développement de ces pays misérables, malheureux et que nous devons aider pour des raisons humaines – même pour des raisons politiques car nous ne laisserons pas durer très longtemps cet élargissement du fossé qui existe entre le niveau de vie des uns et des autres dans le monde – et qui, d'autre part, nous permettrait de retrouver un moteur pour la croissance de notre économie. Il faut faire travailler nos usines. Ça c'est un message que la France devrait donner au monde et qui est conforme à sa tradition, à sa vocation humaniste, à sa responsabilité. Ce langage je ne l'ai jamais entendu. Je n'entends plus non plus la France défendre les Droits de l'Homme.

Je suis persuadé qu'il s'agit là de l'impératif prioritaire de l'action diplomatique que devrait mener la France, et de l'initiative la plus importante qu'elle devrait prendre.»

# UNE VRAIE POLITIQUE POUR LES FEMMES.



Les Femmes sont particulièrement touchées par la crise économique. 750.000 d'entre elles sont au chômage ! Soit près de la moitié des demandeurs d'emploi.
Parmi les Jeunes, la proportion est encore plus importante : sur 3 jeunes chômeurs, il y a 2 jeunes filles.

Et 850.000 femmes au foyer aimeraient bien travailler. Donc, en tout, plus d'un million et demi de femmes sont désireuses de trouver un emploi.

Jacques Chirac propose une politique de croissance, la seule capable de créer des emplois nouveaux, qui profiteront aux femmes, particulièrement aux jeunes femmes et aux jeunes filles.

Mais Jacques Chirac va plus loin. Il propose un projet d'ensemble pour permettre aux femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle.

CONCILIER VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE

L'aménagement du temps de travail : Il faut encourager diverses formules telles que le temps partiel, le travail à mi-temps, le travail temporaire, la semaine de travail avec mercredi libre, qui répondent à l'attente d'un très grand nombre de femmes.

La loi sur le travail à temps partiel votée à la hâte en Janvier 1981 doit être largement complétée.
Elle doit offrir un véritable statut juridique aux travailleurs (hommes ou femmes) à temps partiel avec les droits sociaux inhérents à ce statut.

Les équipements d'accueil : C'est une question importante qui a toujours préoccupé les Gaullistes. Le programme de Provins qui prévoyait un développement important du nombre de crèches a été réalisé. Jacques Chirac, en tant que Maire de Paris, a doublé les crédits consacrés à la création des crèches en 1981 et prévoit d'ici 1983, l'ouverture de 30 nouvelles crèches. Ce qui a été fait à Paris, peut être entrepris à l'échelon national.

Pour les enfants de deux à trois ans, on pourrait créer une structure intermédiaire entre la crèche et l'école maternelle au moyen d'une "crèche scolaire" recevant de 12 à 15 enfants, qui se situerait dans les écoles maternelles à côté des autres classes, et qui serait animée par des institutrices ayant reçu une certaine formation de puériculture.





AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

2 femmes sur 10 seulement ont reçu une formation professionnelle ; il faut noter que la plupart d'entre elles avait déjà un diplôme. D'autre part, 8 femmes sur 10 parmi celles qui ont suivi une formation professionnelle s'en déclarent satisfaites et l'ont trouvé utile.

Il faut promouvoir :
– la création de stages de préformation pour permettre aux veuves et aux femmes seules désirant travailler d'atteindre le niveau des centres de formation professionnelle ;
– l'extension territoriale des centres de formation accessibles aux femmes ;
– l'extension de l'éventail de la formation professionnelle en liaison avec les demandes d'emploi ;
– la possibilité d'une formation permanente pour les mères de famille restant au foyer et qui désireraient prendre ou reprendre une activité professionnelle. Le coût de cette formation serait à leur charge mais pourrait être déduite du montant imposable du revenu familial.




UN VÉRITABLE SALAIRE D'ÉDUCATION POUR LA MÈRE DE 3 ENFANTS

Une femme qui reste au foyer et qui élève ses enfants est une femme qui travaille. Reconnaissons sa fonction sociale et attribuons aux mères de 3 enfants et plus, une prestation d'éducation parentale égale à la moitié du SMIC, et qui ajoutée aux allocations familiales et autres prestations s'élèverait à près de 2.400 F par mois.
Voilà ce que propose Jacques Chirac.
Il s'engage à ce que la France de demain sache s'appuyer sur le dévouement, la générosité et le cœur de toutes les femmes françaises.
Il s'engage en retour à ce que soient reconnue et encouragée la place des femmes dans notre Société.

**Aimable,** Chef-d'Orchestre-Accordéoniste. **Christian Alers,** Comédien. **Mathé Altery,** Artiste lyrique. **Amarande,** Comédienne. **Alain Astier,** Chorégraphe. **Claire Astier,** Artiste. **Gilles Atlan,** Directeur de Compagnie théâtrale. **Baptistine Augustin-Thierry,** Ancien Officier des Forces Navales Françaises. **Francis Balagna,** Chef d'Orchestre. **Madame la Générale Baril. Lily Baron,** Comédienne. **Alain Bauge,** Directeur artistique Théâtre Mogador. **Maurice Bayrov,** Ancien Ministre, Compagnon de la Libération. **Lionel Beneyton,** Compagnon de la Libération. **Juliette Benzoni,** Ecrivain. **Jean-Marie Bernica,** Comédien, Président de l'Académie Balzac. **Mathieu Bissini,** Joueur Internatinal de Basket-Ball. **Louison Bobet. Henry Boerio. Paul Bonneau,** Chef d'Orchestre. **Jean-Jacques Bricaire,** Directeur Général du Théâtre Marigny. **Maria Candido,** Artiste Lyrique. **Jack Cantoni,** International de Rugby. **Roger Carel,** Comédien. **Christine Carrère,** Comédienne. **Joseph Casile,** Compagnon de la Libération. **Jean Cassoti,** Peintre, Paris. **Jacques Castelot,** Artiste dramatique. **Jacques Chazot,** Danseur. **Marie-Noëlle Chevalier,** Comédienne. **Philippe Clay,** Comédien, Chanteur. **Caroline Cler,** Comédienne. **Pierre Clostermann,** Ancien Député, Compagnon de la Libération **Jean-Laurent Cochet,** Metteur en scène. **Gérard Cohen,** Cinéaste. **Jacky Corn,** Ancien champion du Monde de Catch. **Jean Constantin,** Auteur, Compositeur, Interprète. **Maggy Cooper,** Journaliste, Paris. **Espanita Cortez,** Danseuse Etoile de l'Opéra de Paris. **Jacques Dacqmine,** Comédien-Ancien Sociétaire de la Comédie-Française. **Robert Dalban,** Comédien. **Michel Dancourt,** Producteur-Réalisateur Radio. **Sophie Darel,** Artiste de Variétés. **Liliane Daydé,** Danseuse Etoile de l'Opéra de Paris. **Jean Delannoy,** Metteur en scène. **Pierre Delanoé,** Auteur. **Françoise Delille,** Artiste dramatique. **Pierre Dervaux,** Chef d'Orchestre. **Jean Desailly,** Comédien. **Lucette Descaves,** Pianiste, Professeur au Conservatoire National de Musique de Paris. **Henri Dolbois,** Ancien Directeur Général de Radio. **Delor,** Dessinateur. **Pierre Delsol,** Compagnon de la Libération. **Patrice Dominguez,** Champion de Tennis. **Guy Drut,** Champion Olympique d'Athlétisme. **Michel Duchaussoy,** Sociétaire de la Comédie-Française. **Anne-Marie Dupuy,** Ancien Directeur du Cabinet de Georges Pompidou. **Pierre Dux,** Ancien Administrateur de la Comédie Française. **Amiral Flohic,** Commissaire aux Comptes, Ancien Aide de Camp du Général de Gaulle. **Jacques Foccart. Marion Game,** Comédienne. **Gilbert Garache,** Compagnon de la Libération. **Loulou Gasté,** Auteur, Compositeur. **Général Gere,** Ancien Commandant des Sapeurs-Pompiers de Paris. **Raymond Gérome,** Metteur en scène. **Bernard Golay,** Présentateur TV, Journaliste. **Alphonse Halimi,** Ancien Champion du Monde de Boxe. **Guillaume Hanoteau,** Auteur, Ecrivain. **Oscar Heisserer,** Ancien Capitaine de l'Equipe de France de Football. **Le Colonel Hettier de Boislambert,** Compagnon de la Libération, Ancien Chancelier de l'Ordre de la Libération. **Jean-Baptiste Hirigoyen,** Champion de Pelote Basque. **Roger Iglesis,** Réalisateur TV. **Jean-Louis Jaubert,** Compagnon de la chanson. **Guy Laroche,** Couturier. **Gl Leborgne,** Ancien Cdt de la IIe Division, Parachutiste. **Jacques Legras,** Comédien. **Michel Leroyer,** Comédien. **François Maistre,** Comédien. **Jean Marais,** Artiste. **Guy Mardel,** Auteur, Compositeur, Interprète. **Jacques Marin,** Comédien. **Claude Martin,** Ancien Champion d'Europe d'Aviron. **Jean-Claude Massoulier,** Auteur, Comédien, **Jean-Jacques Mounier,** Champion de Judo. **Moustache,** Musicien, Chef d'orchestre. **Jean-Marie Muller,** Ancien Champion du Monde de Ski Nautique. **Jean Negroni,** Comédien. **Philippe Nicaud,** Comédien. **Léon Noël,** Ancien Président du Conseil Constitutionnel, Grand-Croix de la Légion d'Honneur. **Bernard Pascassio,** Champion de golf. **Jacques Pernet,** Compagnon de la Libération, Ancien Secrétaire de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. **André Pousse,** Comédien. **Guy Printemps,** Compositeur, Chef d'orchestre. **Colonel Rémy,** Ecrivain de la Résistance. **Line Renaud,** Artiste. **Colette Renard,** Chanteuse. **Perette Souplex,** Comédienne. **Monique Tarbès,** Comédienne. **Bernard Thomas,** Chef d'orchestre. **Patrick Topaloff,** Comédie, Chanteur. **Simone Valère,** Comédienne.

# et 2000 artistes, intellectuels, professions libérales, sportifs, commerçants, artisans, enseignants,

# ***ONT DÉCIDÉ DE SOUTENIR JACQUES CHIRAC.***

# Comité National de Soutien des Elus Locaux.

PRESIDENT :
**Pierre Messmer,** Compagnon de la Libération, Conseiller Général, Maire de Sarrebourg, Député de la Moselle, Ancien Premier Ministre.

MEMBRES :
**Hubert d'Andigné,** Maire de Champ-de-la-Pierre, Président du Conseil Général, Sénateur de l'Orne. **Vincent Ansquer,** Conseiller Général, Député de la Vendée, Ancien Ministre. **Emmanuel Aubert,** Maire de Menton, Député des Alpes-Maritimes. **Michel Barnier,** Vice-Président du Conseil Général, Député de la Savoie. **Jacques Baumel,** Compagnon de la Libération, Président du Conseil Général, Maire de Rueil, Député des Hauts-de-Seine, Ancien Ministre. **Henri Belcour,** Conseiller Général, Maire d'Ussel, Sénateur de la Corrèze. **Jean Bernard,** Conseiller Général, Maire de Vitry-le-François, Député de la Marne. **Henry Berger,** Conseiller Général, Maire de Fontaine-Française, Député de la Côte-d'Or. **Pierre Blot,** Conseiller Général de Seine-Maritime, Maire de Forges-les-Eaux. **Jean Bonhomme,** Conseiller Général, Maire de Caussade, Député du Tarn-et-Garonne. **André Bord,** Conseiller Municipal de Strasbourg, Député du Bas-Rhin, Ancien Ministre. **Pierre Carous,** Maire de Valenciennes, Sénateur du Nord. **Jean-Pierre Cassabel,** Maire de Castelnaudary, Ancien Député. **Roger Corrèze,** Conseiller Général, Maire de Salbris, Député du Loir-et-Cher. **Georges Debat,** Président du Conseil Général de la Corrèze. **Arthur Dehaine,** Maire de Senlis, Député de l'Oise. **Franz Dubosq,** Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques, Maire de Aroué, Ancien Député. **Gaston Flosse,** Maire de Pirae, Conseiller Territorial, Député de Polynésie Française. **Alain Gérard,** 1er adjoint au Maire de Quimper, Député du Finistère. **Jacques Godfrain,** Conseiller Général de Saint-Sernin, Député de l'Aveyron. **Georges Gorse,** Conseiller Général, Maire de Boulogne-Billancourt, Député des Hauts-de-Seine, Ancien Ministre. **Francis Hardy,** Maire de Cognac, Député de la Charente. **Marc Jacquet,** Maire de Melun, Sénateur de Seine-et-Marne, Ancien Ministre. **François Le Douarec,** Président du Conseil Général, Député d'Ille-et-Vilaine. **Maurice Lombard,** Premier Adjoint au Maire de Dijon, Sénateur de la Côte-d'Or. **Roger Laroque,** Maire de Nouméa, Conseiller Territorial. **Emile Maurice,** Président du Conseil Général de la Martinique. **Michel Maurice-Bokanowski,** Compagnon de la Libération, Maire d'Asnières, Sénateur des Hauts-de-Seine, Ancien Ministre. **Jacques Médecin,** Maire de Nice, Président du Conseil Général, Député des Alpes-Maritimes, Ancien Ministre. **Henri Ollivier,** Maire de Saint-Germain-des-Grois, Sénateur de l'Orne. **Christian Poncelet,** Président du Conseil Général, Sénateur des Vosges, Ancien Ministre. **Pierre Raynal,** Président du Conseil Général, Maire de Chaudes-Aigues, Député du Cantal. **Jean-Paul de Rocca-Serra,** Président du Conseil Général, Président du Conseil Régional, Maire de Porto Vecchio, Député de la Corse du Sud. **Jean-Jacques Robert,** Vice-Président du Conseil Général de l'Essonne. **Hector Rolland,** Conseiller Général, Maire de Moulin, Député de l'Allier. **Raymond Thuillier,** Maire des Baux-de-Provence, Bouches-du-Rhône. **Jean Tiberi,** Adjoint au Maire de Paris, Député de Paris, Ancien Ministre. **René Tomasini,** Conseiller Général, Maire des Andelys, Sénateur de l'Eure, Ancien Ministre. **Roland Vuillaume,** Conseiller Général de Mouthe, Député du Doubs. **Robert Wagner,** Conseiller Général, Maire de Vélizy-Villacoublay, Député des Yvelines.

# Comité de Soutien Français de l'Etranger.

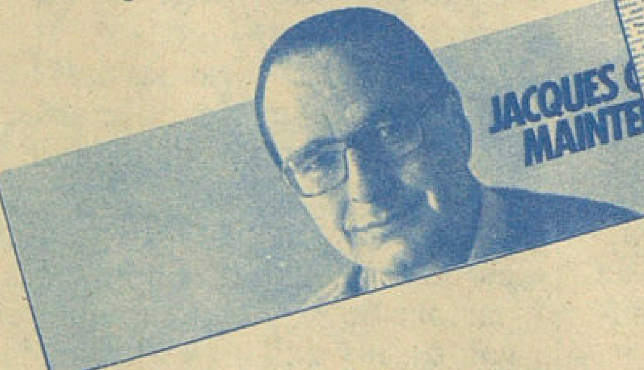
**ALGERIE : M. Audibert,** Constantine. **AUTRICHE : Henri Guilloret,** Vienne. **BENIN : Georges Pariset,** Cotonou. **BELGIQUE : Jean-Pierre Dafatti,** Liège. **CAMEROUN : Jean-Christophe Heidsieck,** Douala. **COLOMBIE : Jean Bottagisio,** Bogota. **CONGO : Maurice Duranton,** Brazzaville. **COTE-D'IVOIRE : Robert Bourgi,** Abidjan. **DJIBOUTI : Bernard Guérin,** Djibouti. **EGYPTE : Raymond Farge,** Le Caire. **ESPAGNE** : Jean Bonfanti, Marbella. **ETATS-UNIS : Françoise Martin-Chollet,** New York. **GABON : Edouard Valentin,** Libreville. **GRECE : Michel Gentil,** Athènes. **GUINEE : Gérard Verna,** Conakry. **INDE : Fernand Paul,** Pondichéry. **IRLANDE : Renée Ffrench O'Caroll,** Dublin. **ITALIE : Françoise Aurejac-Mayran,** Milan. **JAPON : Yves A.M. Alemany,** Tokyo. **KOWEIT** : Michel Dupin. LIBAN : Gilbert Mille, Beyrouth. **LUXEMBOURG : Henry-Pierre de Brabant. MAROC : Bernard Triaureau,** Casablanca. **NIGERIA : Alain de la Croix,** Lagos. **NOUVELLE-ZELANDE : Jean Bauer,** Stoke Nelson. **RDA-RFA : Yves Laouenan,** Berlin. **REPUBLIQUE DOMINICAINE : Joan Giancinti,** Santo Domingo. **SENEGAL : Grégoire Astafiew,** Dakar. **SINGAPOUR : André Kettler,** Singapour. **SUISSE : Jean Vitel,** Genève. **VENEZUELA : Jean Zune,** Caracas. **ZAIRE : Michel Haury,** Kinshasa.

# Comité National Radical de Soutien à la Candidature de Jacques Chirac.

**AIN : Joseph Rousset,** La Tranclière. **AISNE : Alexis Kowalinski. ALLIER : Pierre Gay,** Isserpent. **ALPES-MARITIMES : Pascal Augier,** Conseiller général, Conseiller municipal-délégué de Nice, Membre du bureau national du Parti radical-socialiste. **AUBE : Yann Gaillard,** Conseiller général, Maire d'Essoyes. **AUDE : Jacques Rigal. AVEYRON : Jean-Paul Martin,** Conseiller municipal de St-Affrique. **CALVADOS : Hubert Daussy. CANTAL : Paul Robert,** Sénateur, Conseiller général. **CHARENTE : René Durepaire,** Conseiller général. **CHARENTE-MARITIME : Léon Bonnin,** Talmont-sur-Gironde. **CORREZE : Amédée Domenech,** Président régional du Limousin du Parti radical-socialiste, Président départemental du Parti radical-socialiste. **Jean-Charles Gramond,** Maire de Chasteaux, Président des élus radicaux de la Corrèze. **CREUSE : André Raphaneau,** Président de la fédération départementale, membre du comité exécutif national du PRS. **DORDOGNE : Claude Secret,** Membre du bureau national du PRS. **EURE : Guy Bernay,** Ancien président de la fédération départementale du PRS. **FINISTERE : Yves Tourbin,** Conseiller municipal de Quimper, Vice-Président de la fédération départementale du PRS. **GERS : André Tourrou,** Ancien membre du comité directeur du PRS. **INDRE : Georges Dury,** Président de l'association internationale des Toques blanches. **ISERE : Denis Blanchard-Dignac. LANDES : René Coudanne,** Conseiller général, Maire d'Amou. **LOIR-ET-CHER : Michel de Guillenchmidt,** Président de la commission des droits de l'homme du PRS, Membre du comité exécutif national du PRS, Conseiller municipal de Blois. **LOIRE : Dr Jean Mallasen. HAUTE-LOIRE : Georges Laborie. MARNE : René Dausseur,** St-Jean-devant-Possesse. **NIEVRE : Pierre Bonnet. NORD : Henri-Julien Delbeke,** Conseiller municipal de Lambersart. **ORNE : Roger de Pelet,** Conseiller général, Conseiller régional de Basse-Normandie, Président de la commission des travaux publics du Conseil général de l'Orne. **PUY-DE-DOME : Pierre Aunac,** Vice-président du syndicat national des PMI. **PYRENEES-ATLANTIQUES : Bernard Duwez. HAUTES-PYRENEES : Gilbert Coste,** Hauban. **PYRENEES-ORIENTALES : Dr Louis Camo,** Conseiller général, Conseiller général du Languedoc-Roussillon. **BAS-RHIN : Christine Parent. RHONE : Jean-Claude Annelot. SAVOIE : Muleau,** Conseiller municipal d'Aix-les-Bains. **HAUTE-SAVOIE : Pierre Rizzato. PARIS 1er : Paul Casse. 4e : Monique Cazeaux,** « Dialogue pour une réflexion politique ». **Joëlle Racary. 7e : Roger Jarry,** Ancien vice-président de la fédération de Paris du PRS. **9e : Jean-Marie Desselas,** Attaché parlementaire. **10e : Pierre-Jean Bourguignon,** Artisan. **11e : Guy Gennesseaux,** Conseiller de Paris, Vice-président du PRS, ancien secrétaire national du MRG. **12e : Me Robert Lansiart,** Avocat à la Cour. **13e : J.-P. Théodore Judlin,** Expert. **14e : Dr André Jourdanet. 15e : Guy Longeville,** Conseiller de Paris, Conseiller régional d'Ile-de-France. **16e : Albert Listambert,** Membre du comité exécutif national du PRS. **17e : Me Richard Dupuy,** Avocat à la Cour. **Geneviève Guyard,** Ancien vice-président du Conseil de Paris, Membre du comité directeur de la fédération de Paris du PRS. **18e : Christiane Bellanger,** Membre du bureau national du PRS, Conseiller de Paris suppléant, Suppléante de Claude Estier. **19e : Marc Basset. 20e : Yolande Thiriet,** Officier municipal. **SEINE-ET-MARNE : Mme Louisette Lanstroffer. YVELINES : Raymond Le Bourdon,** Conseiller municipal de Noisy-le-Roi. **Philippe Delpech,** Ancien président de la fédération départementale radicale-socialiste. **TARN : Emilien Durand,** Escoussens. **ESSONNE : Jean Deschamps. HAUTS-DE-SEINE : Michel Dumani,** Conseiller municipal de Clamart. **SEINE-SAINT-DENIS : Micheline Marais. VAL-DE-MARNE : Christian Martin,** Membre du comité exécutif national du PRS. **VAL-D'OISE : Guy Le Bœuf.**

## Nouveau soutien à Jacques Chirac.

— **Celui de la** Démocratie Chrétienne Française. Son Président M. Coste-Floret a déclaré : « Nous avons choisi J. Chirac. Pourquoi ? Parce que, bien que nous reconnaissions qu'il y ait un actif dans le septennat, nous voulons changer la politique familiale, nous voulons répudier la société permissive, nous voulons changer la politique sociale parce qu'un démocrate d'inspiration chrétienne ne peut pas accepter qu'il y ait 1 million et demi de chômeurs et qu'on s'oriente encore vers une augmentation. Nous voulons enfin changer la politique étrangère parce que nous n'avons pas renoncé à l'Europe communautaire et à développer aussi l'aide aux pays en voie de développement ».









# La Convention de la gauche Ve République.

**La Convention lance un appel pour que les femmes et les hommes de gauche attachés à la liberté et à la justice sociale votent et fassent voter pour le seul candidat capable de mener à bien les réformes qu'ils n'ont cessé de réclamer : Jacques Chirac.**

**Avenir Centre Gauche :** Jean Bardeche, Monique Cazeaux, Alain-Pierre Curé, Philippe Delpech. **Cercle Charles De Gaulle 81 :** Bernard Bertry, Jean-Paul Chapuis, Christian Desmole, Philippe Labrosse. **Comité National des Radicaux pour Chirac :** Hubert Daussy, Guy Longeville, Jacqueline Nebout, Claude Secret. **Comité d'Action des Femmes Gaullistes :** Françoise Dussauge, Evelyne Goldflam, Joëlle Lambert. **Fédération des Républicains de Progrès :** Edme Boiche, Pierre Dabezies, Jean-Louis Delcourt, Gilbert Hurpy. **Front du Progrès :** Jean-Claude Brouard, Jacques Dauer, Jean Dufour, Etienne Tarride. **Mouvement pour le Socialisme par la Participation :** Pierre Billotte, Philippe Dechartre, Alain Dutaret, Jacques Kosciusko-Morizet. **Présence Socialiste :** Léon Boutbien. **U.G. Ve :** P. Denis, Gaëtan de Lestrade, Jean Sers.





# DES IDÉES CLAIRES.

## REGIONALISATION

### « L'une des pièces maîtresses de mon programmes »

« La réforme régionale au sens large, englobant à la fois les régions, les départements et les communes doit être considérée comme l'une de nos plus grandes priorités. C'est pourquoi je la tiens pour l'une des pièces maîtresses de mon programme ».

Cette réforme doit s'ordonner autour de 4 grands axes :

1) La création d'une véritable collectivité dotée de la personnalité juridique, comme la commune et le département.

2) Attribution de compétences très larges. Tous les équipements collectifs essentiels doivent être décidés à l'échelon régional. A peu près la moitié des dépenses d'investissements civils inscrites au budget de l'Etat (actuellement 30 milliards) doivent être transférées à la région. Exemples : équipements sanitaires et sociaux, équipements culturels, équipements scolaires du 1er et 2e degrés, installations sportives... Seuls les équipements d'intérêt national doivent échapper à la compétence des régions.

3) Octroi de ressources correspondantes. Maintien de la fiscalité propre à la région à l'exception de la taxe professionnelle dont la suppression s'impose. Cette perte fiscale sera compensée de la même manière que pour les communes et les départements.

4) Disparition de la tutelle ministérielle. Pour les attributions qui lui seront transférées, la région ne sera plus soumise à aucune autorisation pour arrêter, instruire et mettre en œuvre les opérations qu'elle aura décidées.

### Oui, aux cultures régionales, quand elles sont un « retour aux sources »

Le phénomène culturel régional n'est pas une régression s'il est un retour aux sources. Mais rien n'expliquerait que des minorités d'agitateurs remettent en cause la paix civile.

« Il est important pour la culture nationale que la Bretagne conserve vivante sa culture, l'Alsace, les pays de langue d'Oc, la Provence, le Pays Basque et la Corse la leur.

« Les cultures régionales sont des ponts, des médiateurs naturels vers des cultures européennes plus vastes. Par elles la France retrouve la diversité de ses propres sources qu'un centralisme excessif et la crainte presque obsessionnelle d'un éclatement de l'unité nationale avaient essayé de tarir ».



## DEFENSE

« La dissuasion du faible au fort, et qui est la seule qui soit à notre portée, exclut pour nous l'engagement classique ainsi que la réponse flexible ».

Notre dissuasion doit donc être basée sur le renforcement de notre capacité nucléaire sur le point le plus crédible, le moins vulnérable, à savoir la force sous-marine nucléaire.

En conséquence, il doit y avoir en permanence 5 ou 6 sous-marins en mer, ce qui en nécessite d'ici l'an 2000 un total de 12 à 15, c'est-à-dire 9 de plus qu'actuellement.

Sur le plan nucléaire, tout processus de désarmement est exclu. « Notre force nucléaire est, pour nous, essentielle et c'est la seule garantie que nous ayons de notre Sécurité et de notre Liberté ».

Il faut, de plus, faire des efforts pour assurer des moyens logistiques suffisants à nos forces d'intervention, notamment en ce qui concerne les moyens de transport.

En ce qui concerne le service militaire, il doit être maintenu pour des raisons psychologiques et nationales, même si certaines modifications sont nécessaires :

« raccourcir sa durée et améliorer la formation que l'on y donne », il doit, selon certaines modalités, être étendu aux femmes. La « mise en place d'une défense civile » est nécessaire.

## RAPATRIES

### « Un plan d'action précis et adapté »

● Apporter des améliorations aux textes déjà en vigueur par une procédure législative simple : la négociation des titres d'indemnisation, la suppression des droits de mutation par décès sur les titres d'indemnisation.

● Revenir dès que possible au droit commun en matière d'indemnisation. Cela concerne notamment la recevabilité des demandes d'indemnisation, l'aménagement des dettes de réinstallation.

● Améliorer le régime actuel de la retraite des rapatriés et régler par la voie diplomatique les problèmes de transferts de fonds.

« Mais la justice n'est rien sans la réconciliation. Et nulle réconciliation n'est possible sans une loi d'amnistie totale ainsi que l'a proposé le groupe parlementaire R.P.R. ».

Enfin, les Français musulmans doivent se sentir vraiment des Français à part entière : une libre circulation entre la France et l'Algérie doit leur être garantie et la règle de solidarité doit jouer complètement en matière de logement et d'emploi.

Il est impératif de renégocier le traité de Rome. A l'heure actuelle subsiste un système hybride, le choix n'ayant pas été fait clairement entre une Europe supra-nationale et une Europe des Etats ; de plus la réalité pousse à constater que l'Europe agricole est la seule qui existait et qu'elle est, maintenant, l'objet de critiques et d'attaques décisives. L'objectif est de recréer une Europe solidaire, qui soit fondée sur les Etats, qui reconnaisse leur autorité et qui soit un véritable ensemble économique et politique.

(« Cartes sur table » - 9 mars)

## INSTITUTIONS

### Elargir sa possibilité d'utilisation

« Il est fâcheux de voir que le septennat s'achève sans jamais avoir eu recours au référendum. »

S'il est élu, Jacques Chirac proposera une modification de l'article 11 de la Constitution car, « il faut élargir la possibilité d'utilisation du référendum pour voir ce que pense la France ».

Ainsi, à propos de la peine de mort, Jacques Chirac estime qu'après un large débat l'usage du référendum serait nécessaire.

### 7 ans non renouvelable

« La situation actuelle d'un septennat renouvelable sans fin n'est pas satisfaisante. Quatorze ans, vingt et un ans, pourquoi pas ? C'est trop long. »

Jacques Chirac est favorable à un mandat de 7 ans non renouvelable. Il reconnaît qu'un mandat d'une durée de 5 ans renouvelable une fois est « intéressant », mais « la 5e année entraînerait une tentation démagogique ». Il suffit d'entendre les discours faits parfois de la façon la plus éminente pour voir qu'il y a là un véritable danger ».